

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 99 — 2184

[99/07139]

19 MAI 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 6 mai 1983 déterminant la forme et les modalités d'octroi de l'insigne de deux glaives croisés surmontés d'une barrette frappée aux millésimes 40-45

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'arrêté royal du 18 avril 1983 portant création de l'insigne de deux glaives croisés surmontés d'une barrette frappée aux millésimes 40-45, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté ministériel du 6 mai 1983 déterminant la forme et les modalités d'octroi de l'insigne de deux glaives croisés surmontés d'une barrette frappée aux millésimes 40-45, notamment l'article 2, § 3, modifié par l'arrêté ministériel du 10 décembre 1997;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Invalides de guerre, Anciens combattants et Victimes de guerre;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article unique. L'article 2, § 3, de l'arrêté ministériel du 6 mai 1983 déterminant la forme et les modalités d'octroi de l'insigne de deux glaives croisés surmontés d'une barrette frappée aux millésimes 40-45, modifié par l'arrêté ministériel du 10 décembre 1997, est complété comme suit :

- « 19° la médaille commémorative de la campagne d'Abyssinie;
- 20° la médaille africaine de la guerre 40-45. »

Bruxelles, le 19 mai 1999.

J.-P. PONCELET

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 99 — 2184

[99/07139]

19 MEI 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 mei 1983 tot vaststelling van de vorm en de wijze van toekenning van het kenteken van twee gekruiste zwaarden met bovenop een staafje met de jaartallen 40-45

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 1983 tot instelling van het kenteken van twee gekruiste zwaarden met bovenop een staafje met de jaartallen 40-45, inzonderheid artikel 3;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 mei 1983 tot vaststelling van de vorm en de wijze van toekenning van het kenteken van twee gekruiste zwaarden met bovenop een staafje met de jaartallen 40-45, inzonderheid artikel 2, § 3, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 10 december 1997;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Oorlogsinvaliden, Oud-strijders en Oorlogsslachtoffers;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Enig artikel. Artikel 2, § 3, van het ministerieel besluit van 6 mei 1983 tot instelling van het kenteken van twee gekruiste zwaarden met bovenop een staafje met de jaartallen 40-45, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 10 december 1997, wordt aangevuld als volgt :

- « 19° de Herinneringsmedaille van de Abessinische veldtocht;
- 20° de Afrikaanse medaille van de oorlog 40-45. »

Brussel, 19 mei 1999.

J.-P. PONCELET

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 2185

[C - 99/00509]

15 JUIJN 1999. — Arrêté royal relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion de matches de football

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à exécuter les articles 8 et 9 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors de matches de football. Plus spécifiquement, sont ici réglés les statuts du responsable de la sécurité et du conseil consultatif local pour la sécurité des rencontres de football. Enfin, le présent arrêté offre une nouvelle base réglementaire à la cellule, appelée « cellule football », instituée en 1997, par un arrêté royal à présent abrogé, au sein de la Direction générale de la Police Générale du Royaume, Ministère de l'Intérieur.

Le responsable de la sécurité fait partie de la direction du club, qu'il peut d'ailleurs engager juridiquement; à côté des directeurs sportif et financier, il est le directeur de la sécurité. L'importance de ses responsabilités justifie le profil exigé du candidat. Il est également impératif qu'il soit de conduite irréprochable.

La fonction du responsable de la sécurité comporte trois aspects :

Primo, il contrôle l'infrastructure du stade et s'assure de sa conformité aux normes fixées par l'arrêté royal contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football;

Secundo, il participe personnellement aux dispositifs de sécurité pendant les matches (sa présence dans le poste de commandement ou sur le terrain, à la tête des stewards, fait partie de ses tâches); dans ce cadre, le briefing dont il est question à l'article 5 de l'arrêté est celui prévu à l'article 12 de l'arrêté royal du 25 mai 1999 déterminant les conditions d'engagement des stewards de football;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 2185

[C - 99/00509]

15 JUNI 1999. — Koninklijk besluit betreffende het veiligheids- en coördinatiebeleid naar aanleiding van voetbalwedstrijden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan de handtekening van Uwe Majesteit voor te leggen beoogt de uitvoering van de artikelen 8 en 9 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden. Meer in het bijzonder, worden hier de statuten geregeld van de veiligheidsverantwoordelijke en van de lokale adviesraad voor de veiligheid bij voetbalwedstrijden. Tenslotte vormt dit besluit een nieuwe reglementaire basis voor de cel, « voetbalcel » genoemd, en die in 1997 bij een nu opgeheven koninklijk besluit opgericht werd binnen de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie, Ministerie van Binnenlandse Zaken.

De veiligheidsverantwoordelijke maakt deel uit van de clubdirectie, die hij trouwens juridisch mag verbinden; naast de sportieve en financieel directeurs, is hij directeur van de veiligheid. Zijn verantwoordelijkheid verantwoordt het van de kandidaat vereiste profiel. Het is ook onontbeerlijk dat zijn gedrag onberispelijk zou zijn.

De functie van de veiligheidsverantwoordelijke omvat drie aspecten :

ten eerste, controleert hij de stadioninfrastructuur en vergewist zich van haar conformiteit met de normen bepaald in het koninklijk besluit houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen;

ten tweede, maakt hij persoonlijk deel uit van het veiligheidsapparaat gedurende de wedstrijden (zijn aanwezigheid in de commandopost of op het terrein, aan het hoofd van de stewards, maakt deel uit van zijn taken); in dit kader is de briefing waarvan sprake is in artikel 5 van dit besluit dezelfde als de briefing voorzien in artikel 12 van het koninklijk besluit van 25 mei 1999 tot bepaling van de voorwaarden voor de indienstneming van voetbalstewards;

Tertio, il représente le club dans les instances de coordination des politiques de sécurité (le conseil consultatif local, le forum de coordination présidé par la « cellule football » et les réunions préparatoires à l'élaboration des conventions prévues à l'article 5 de la loi).

Enfin, le responsable de la sécurité remet à la « cellule football » un rapport trimestriel faisant état des travaux du conseil consultatif local ainsi que de la mise en œuvre de la politique d'interdiction civile de stade menée par l'organisateur conformément à l'article 10 de la loi. La remise de ce rapport se justifie à un triple égard : cela aide ladite cellule à mieux remplir son rôle de coordination; cela lui permet aussi d'évaluer les procédures d'interdiction civile de stade; enfin, ce rapport renforce la cellule football dans la préparation de l'élaboration des conventions prévues à l'article 5 de la loi.

En plus des conditions mentionnées à l'article 7, 1^o à 4^o, du présent arrêté, une formation complémentaire est prévue à l'article 7, 5^o, afin de familiariser le responsable de la sécurité avec les textes pertinents pour sa fonction. Cette formation devra être achevée dans un délai de six mois depuis la nomination du responsable de la sécurité.

Le conseil consultatif local est l'organe où tous les acteurs concernés par la sécurité lors de matches de football coordonnent ensemble la politique locale de sécurité du club. Il s'agit d'un organe d'évaluation et de réflexion des procédures de sécurité du club, non de leur organisation : celle-ci relève du responsable de la sécurité – quant au maintien de l'ordre, il relève exclusivement des forces de l'ordre. Néanmoins l'activité du conseil est appelée à produire une rétroaction sur la politique de sécurité. Par ailleurs, la présence du responsable de la sécurité et des services de police représente une garantie de stimulation pour ses travaux.

La liste des participants au conseil consultatif local n'est pas exhaustive; cependant, la représentation permanente des projets de fan-coaching, des forces de l'ordre et des services de secours (c'est-à-dire service médical, service d'intervention médicale - tel que la Croix-Rouge - et service d'incendie), garantit la continuité et la profondeur des travaux.

La « cellule football », visée par les articles 14 et 15 du présent arrêté, avait été créée par l'arrêté royal du 8 septembre 1997 modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 1989 contenant les normes relatives à la protection des spectateurs contre l'incendie et la panique lors des manifestations dans les stades; ces arrêtés étant abrogés, il convenait de lui donner une nouvelle base réglementaire; la cellule voit par ailleurs ses attributions quelque peu modifiées.

Ses activités restent en effet centrées sur la coordination générale en matière de sécurité dans le domaine du football; elle reste à ce titre l'organe chargé de développer une philosophie générale de la sécurité liée aux rencontres de football.

Elle reste également chargée des inspections de stade, mais dans un nouveau contexte juridique, c'est-à-dire prodiguer l'expertise nécessaire au fonctionnaire visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, de la loi, compétent pour dresser un procès-verbal de manquement aux obligations imposées aux organisateurs; elle prodigue de même ses avis et rapports au fonctionnaire visé à l'article 26, alinéa 1^{er}, de la loi lorsque celui-ci en a besoin lors de l'accomplissement de ses tâches.

Telles sont les dispositions contenues dans le projet d'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de proposer à Votre signature.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

ten derde, vertegenwoordigt hij de club in de coördinatie-instansies van het veiligheidsbeleid (de lokale adviesraad, het coördinatieforum, voorgezeten door de « voetbalcel » en de voorbereidende vergaderingen van de overeenkomsten voorzien in artikel 5 van de wet).

Tenslotte, overhandigt de veiligheidsverantwoordelijke aan de « voetbalcel » een driemaandelijks verslag dat gewag maakt van de werkzaamheden van de lokale adviesraad evenals van de invoering van het beleid van burgerrechtelijk stadionverbod gevoerd door de organisator overeenkomstig artikel 10 van de wet. De indiening van dit verslag heeft een drievoudige verantwoording : bedoelde cel kan hierdoor beter haar coördinatietaak vervullen; zij kan hierdoor ook de procedures van burgerrechtelijk stadionverbod evalueren; tenslotte, is dit rapport een steun voor de voetbalcel bij de voorbereiding van de overeenkomsten bedoeld in artikel 5 van de wet.

Naast de in artikel 7, 1^o tot 4^o, van dit besluit vermelde voorwaarden wordt in artikel 7, 5^o, voorzien in een aanvullende opleiding, teneinde de veiligheidsverantwoordelijke vertrouwd te maken met de voor zijn functie relevante teksten. Deze opleiding zal voltooid moeten worden binnen een termijn van zes maanden na zijn aanstelling.

De lokale adviesraad is het orgaan waar alle bij de veiligheid van voetbalwedstrijden betrokken actoren samen het lokale veiligheidsbeleid van de club op elkaar afstemmen. Het betreft een orgaan van evaluatie en reflectie van de veiligheidsprocedures van de club en niet van organisatie ervan : deze ressorteert onder de veiligheidsverantwoordelijke, terwijl de openbare ordehandhaving de exclusieve bevoegdheid van de ordediensten is. Niettemin moet de werking van de raad feed-back geven op het veiligheidsbeleid. Anderzijds, biedt de aanwezigheid van de veiligheidsverantwoordelijke en van de politiediensten een waarborg voor de stimulering van zijn werkzaamheden.

De lijst deelnemers aan de lokale adviesraad is niet exhaustief; nochtans, waarborgt de permanente vertegenwoordiging van de fan-coaching projecten, van de ordediensten en van de hulpdiensten (d.w.z. medische dienst, medische interventiedienst - zoals het Rode Kruis - en de brandweerdienst), de continuïteit en de diepgang van de werkzaamheden.

De « voetbalcel », zoals bedoeld in de artikelen 14 en 15 van dit besluit, werd opgericht door het koninklijk besluit van 8 september 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 1989 houdende de normen betreffende de bescherming van de toeschouwers tegen brand en paniek bij manifestaties in stadions; omdat deze besluiten werden afgeschaft moest haar een nieuwe basis worden gegeven; anderzijds ziet de cel haar bevoegdheden enigszins aangepast.

Haar activiteiten blijven gecentreerd rond de coördinatie op het vlak van de veiligheid bij voetbalwedstrijden; zij blijft het orgaan belast met het ontwikkelen van een algemene veiligheidsfilosofie voor voetbalwedstrijden.

Zij blijft ook belast met de stadioninspecties, zij het nu in een nieuwe juridische context, met name door het verlenen van de nodige expertise aan de ambtenaar bedoeld in artikel 25, eerste lid, van de wet, bevoegd tot het opstellen van proces-verbaal wegens tekortkomingen aan de verplichtingen die aan de organisatoren worden opgelegd; zij bezorgt haar adviezen en rapporten tevens aan de ambtenaar bedoeld in artikel 26, eerste lid van de wet, wanneer deze hier nood aan heeft bij het uitoefenen van zijn taken.

Dit zijn de bepalingen vervat in het ontwerp van besluit dat de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 avril 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion des matches de football », a donné le 26 avril 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en des termes quasi identiques.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans le préambule du projet d'arrêté est la suivante :

« Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football; que tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risque de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration; ».

Conformément audit article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

Préambule

1. L'arrêté en projet trouve un fondement dans les articles 8 et 9, alinéa 2, de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, mais non dans son article 6. L'alinéa 2 sera modifié en conséquence.

2. L'accord du Ministre du Budget n'est pas requis, le projet n'étant pas de nature à entraîner des dépenses nouvelles. Dès lors, l'alinéa 3 sera omis.

3. L'alinéa 7 du préambule fait double emploi avec l'alinéa 6 et sera omis.

Dispositif

Article 2

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Selon le fonctionnaire délégué, l'alinéa 2 vise à empêcher l'organisateur de limiter le « mandat » qu'il donne au responsable de la sécurité qu'il désigne.

Les tâches du responsable de la sécurité sont définies par le présent projet, en vertu de l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

Il va de soi que l'organisateur ne peut s'acquitter de son obligation de désigner un responsable de la sécurité que s'il charge celui-ci des tâches prévues par ou en vertu de la loi. Il va tout autant de soi que rien ne s'oppose à ce que ce responsable se voie confier d'autres tâches.

Mieux vaut dès lors omettre cet alinéa, qui pourrait donner l'impression que les tâches de responsable de la sécurité pourraient être définies, à son gré, par l'organisateur.

Articles 6 et 7

L'article 6, 5°, définit les connaissances juridiques que doivent avoir les responsables de la sécurité.

L'article 7 prévoit, quant à lui, que les responsables de la sécurité doivent suivre une formation portant sur les matières visées à l'article 6, 5° (1)

La question qui se pose est de savoir si un responsable de la sécurité peut être désigné et exercer ses fonctions avant d'avoir suivi la formation, comme le donne à penser la rédaction de l'article 7, ou si, au contraire, l'acquisition des connaissances requise est un préalable à cette désignation, ainsi qu'il ressort de l'article 6, 5°.

L'auteur du projet doit préciser ses intentions et le texte être revu en conséquence.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 april 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende het veiligheids- en coördinatiebeleid naar aanleiding van voetbalwedstrijden », heeft op 26 april 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering van het verzoek om spoedbehandeling is in de brief en in de aanhef in nagenoeg dezelfde bewoordingen gesteld.

In het onderhavige geval luidt die motivering, zoals ze is gesteld in de aanhef van het ontwerp van besluit, als volgt :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit maatregelen bepaalt waaraan de organisatoren van voetbalwedstrijden slechts op gebrekkige wijze zouden kunnen voldoen indien deze niet vóór de aanvang van het nieuwe voetbalseizoen genomen worden; dat elke vertraging bij de inwerking-treding van dit besluit riskeert haar nuttig effect met meerdere maanden uit te stellen, wat strijdig zou zijn met de geest van de wet en het principe van behoorlijk bestuur; ».

Overeenkomstig het genoemde artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich bepaald tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

1. Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan de artikelen 8 en 9, tweede lid, van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, maar niet aan artikel 6 daarvan. Het tweede lid moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

2. De akkoordbevinding van de Minister van Begroting is niet vereist, aangezien het ontwerp geen nieuwe uitgaven met zich meebrengt. Het derde lid moet bijgevolg vervallen.

3. Het zevende lid van de aanhef overlapt het zesde lid en moet vervallen.

Dispositief

Artikel 2

1. Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd : « Elke organisator verleent een schriftelijk mandaat aan de overeenkomstig artikel 6 van de wet door hem aangewezen veiligheidsverantwoordelijke. ».

2. Volgens de gemachtigde ambtenaar strekt het tweede lid ertoe de organisator te beletten dat hij het "mandaat" beperkt dat hij verleent aan de door hem aangewezen veiligheidsverantwoordelijke.

De taken van de veiligheidsverantwoordelijke worden, krachtens artikel 8 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, in het voorliggende ontwerp omschreven.

Het spreekt vanzelf dat de organisator de verplichting om een veiligheidsverantwoordelijke aan te wijzen maar kan nakomen indien hij hem belast met de taken die in de wet of krachtens de wet zijn vastgesteld. Het spreekt eveneens vanzelf dat niets eraan in de weg staat dat die verantwoordelijke nog andere taken worden toevertrouwd.

Het zou dan ook beter zijn dat dit lid, dat de indruk zou kunnen wekken dat de organisator naar eigen goeddunken de taken van de veiligheidsverantwoordelijke zou kunnen bepalen, vervalt.

Artikelen 6 en 7

Artikel 6, 5°, bepaalt over welke juridische kennis de veiligheidsverantwoordelijken moeten beschikken.

Artikel 7 bepaalt dan weer dat de veiligheidsverantwoordelijken een opleiding moeten volgen over de materies genoemd in artikel 6, 5° (1)

De vraag rijst of een veiligheidsverantwoordelijke aangewezen kan worden en zijn taken kan uitoefenen voordat hij die opleiding heeft gevolgd, zoals de redactie van artikel 7 lijkt aan te geven, dan wel of die kennis verworven moet zijn voordat die aanstelling kan plaatsvinden, zoals blijkt uit artikel 6, 5°.

De steller van het ontwerp moet zijn bedoeling verduidelijken en de tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Article 16

Il est renvoyé à l'observation faite à propos de l'article 7 (devenant l'article 6) dans l'avis L. 29.174/4 donné ce jour à propos du projet d'arrêté royal « contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football ».

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck, P. Lienardy, conseillers d'Etat;

P. Gothot, J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation;

Mme Proost, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Nikis, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. Andersen.

Le greffier,

M. Proost.

Le président,

R. Andersen.

Note

(1) Contrairement à ce qui est écrit dans le texte français, il n'existe pas un « Règlement Général sur la Protection du Travailleur » mais bien un Règlement général sur la protection du travail. A cette occasion, il est relevé que le texte en projet gagnerait à être mieux rédigé en tenant compte également des règles de la légistique (Voir à ce sujet « Légistique Formelle, Recommandations et formules » (site Internet <http://www.raadvst-consetat.be/pdf/Lforf1.pdf>).

15 JUIN 1999. — Arrêté royal relatif à la politique de sécurité et de coordination à l'occasion de matches de football

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107 de la Constitution coordonnée;

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, notamment les articles 8 et 9;

Vu l'avis favorable de l'inspecteur des Finances, donné le 10 mars 1999;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football; que tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risque de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, et à moins qu'il n'en soit précisé autrement, il convient d'entendre par :

1^o « la loi » : la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors de matches de football;

2^o « l'organisateur » : l'organisateur d'un match national de football ou d'un match international de football au sens de l'article 2 de la loi.

CHAPITRE II. — Le responsable de la sécurité

Art. 2. Le mandat délivré au responsable de la sécurité fait l'objet d'un écrit.

Art. 3. Avant chaque rencontre, le responsable de la sécurité s'assure que tous les accords relatifs à la sécurité ont été respectés.

Il est responsable du contrôle des installations avant chaque match et dresse un rapport des mesures à prendre pour les remises en état.

Artikel 16

Verwezen wordt naar de opmerking over artikel 7 (dat artikel 6 wordt) in advies L. 29.174/4, dat heden is uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit « houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck, P. Lienardy, staatsraden;

P. Gothot, J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. Proost, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Nikis, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

M. Proost.

De voorzitter,

R. Andersen.

Nota

(1) In tegenstelling tot wat in de Franse tekst staat, bestaat er geen « Règlement Général sur la Protection du Travailleur », maar wel een « Règlement général sur la protection du travail ». Hierbij wordt opgemerkt dat de ontworpen regeling gebaat zou zijn met een betere redactie waarbij tevens rekening wordt gehouden met de wetgevingstechnische regels (Zie wat dat betreft « Wetgevingstechniek, Aanbevelingen en formules (website <http://www.raadvst-consetat.be/pdf/wetgt1.pdf>).

15 JUNI 1999. — Koninklijk besluit betreffende het veiligheids- en coördinatiebeleid naar aanleiding van voetbalwedstrijden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107 van de Gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, inzonderheid op de artikelen 8 en 9;

Gelet op het gunstig advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 maart 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit maatregelen bepaalt waaraan de organisatoren van voetbalwedstrijden slechts op gebrekkige wijze zouden kunnen voldoen indien deze niet vóór de aanvang van het nieuwe voetbalseizoen genomen worden; dat elke vertraging bij de inwerkingtreding van dit besluit riskeert haar nuttig effect met meerdere maanden uit te stellen, wat strijdig zou zijn met de geest van de wet en het principe van behoorlijk bestuur;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 26 april 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, en behoudens andersluidende bepaling, wordt begrepen onder :

1^o « de wet » : de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden;

2^o « de organisator » : de organisator van een nationale voetbalwedstrijd of van een internationale voetbalwedstrijd in de zin van artikel 2 van de wet.

HOOFDSTUK II. — De veiligheidsverantwoordelijke

Art. 2. Het mandaat verleend aan de veiligheidsverantwoordelijke maakt het voorwerp uit van een geschrift.

Art. 3. Vóór elke wedstrijd vergewist de veiligheidsverantwoordelijke er zich van dat alle veiligheidsafspraken werden nageleefd.

Hij is verantwoordelijk voor de controle van de inrichtingen voor elke wedstrijd en stelt een verslag op van de maatregelen die moeten genomen worden voor de herstellingen.

Art. 4. Le responsable de la sécurité s'assure que les installations du stade soient conformes aux normes de sécurité établies par l'arrêté royal du 2 juin 1999 contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football.

Art. 5. Avant chaque match, le responsable de sécurité organise un briefing pour les stewards.

Art. 6. Le responsable de la sécurité exerce l'autorité hiérarchique et la direction sur les stewards.

Art. 7. Le responsable de la sécurité doit remplir les conditions suivantes :

- 1° être âgé de plus de 18 ans;
- 2° être en possession d'un certificat de bonnes vie et murs;
- 3° disposer d'une expérience en matière de sécurité;
- 4° présenter le profil suivant :
 - Capacité d'analyse et de synthèse de problèmes concrets;
 - pouvoir s'exprimer oralement avec aisance;
 - pouvoir rédiger des rapports clairs, précis et concis;
 - pouvoir prendre rapidement et de manière autonome des décisions;
 - pouvoir développer des stratégies de résolution des problèmes;
 - pouvoir se maîtriser en situation de conflit et de danger;
- 5° avoir suivi, dans un délai de six mois depuis sa désignation, une formation organisée par la fédération sportive coordinatrice et dont le programme est agréé par le Ministre de l'Intérieur, portant sur les textes suivants :
 - Les normes de sécurité à respecter dans les stades de football;
 - le Règlement Général sur la Protection du Travail;
 - la législation en vigueur en matière de football et concernant les manifestations de masse;
 - la législation en matière de protection contre l'incendie;
 - le règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE III. — *Installation d'un conseil consultatif local*

Art. 8. § 1^{er}. Le conseil consultatif local pour la sécurité des matches de football est un organe d'évaluation du rôle et du travail des différents acteurs impliqués dans l'organisation des matches de football.

§ 2. Le conseil est aussi un lieu de réflexion sur des questions de sécurité active et passive.

On entend par sécurité passive l'ensemble des mesures qui ont essentiellement rapport aux installations et qui n'exigent aucune action humaine le jour de l'événement, visant à garantir le déroulement paisible de l'événement.

On entend par sécurité active la mise en œuvre de moyens en matériel et en personnel pour garantir le déroulement paisible de l'événement en fonction du risque potentiel de la rencontre.

§ 3. Le conseil consultatif local ne remplace pas les réunions de coordination générale, opérationnelle ou d'évaluation mises en place par ou à l'initiative des autorités administratives.

Il ne remplace pas non plus les réunions préparatoires à la conclusion des conventions visées à l'article 5 de la loi.

Art. 9. Sont représentés aux réunions du conseil consultatif local : le chef-steward, les services de secours médical, les services d'incendie, les services techniques communaux, les représentants des projets de fancoaching, les services de police, ainsi que tout autre acteur concerné par le thème abordé lors de la réunion.

Art. 10. Le conseil consultatif local rend des avis d'office sur toute matière entrant dans ses attributions ou à la demande d'une autorité administrative sur le thème que celle-ci indique.

Art. 11. Le responsable de la sécurité convoque le conseil consultatif local à intervalles réguliers et en préside les réunions.

Art. 4. De veiligheidsverantwoordelijke ziet erop toe dat de inrichtingen van het stadion beantwoorden aan de veiligheidsnormen, bepaald door het koninklijk besluit van 2 juni 1999 houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen.

Art. 5. Voor elke wedstrijd organiseert de veiligheidsverantwoordelijke een briefing voor de stewards.

Art. 6. De veiligheidsverantwoordelijke oefent het hiërarchisch gezag en de bestuursmacht uit over de stewards.

Art. 7. De veiligheidsverantwoordelijke moet voldoen aan volgende voorwaarden :

- 1° minstens 18 jaar oud zijn;
- 2° in het bezit zijn van een attest van goed gedrag en zeden;
- 3° beschikken over ervaring inzake veiligheid;
- 4° beantwoorden aan volgend profiel :
 - geschiktheid tot analyse en synthese van concrete problemen;
 - zich gemakkelijk verbaal kunnen uitdrukken;
 - duidelijke, nauwkeurige en bondige rapporten kunnen opstellen;
 - snel en autonoom beslissingen kunnen nemen;
- strategieën kunnen ontwikkelen voor het oplossen van problemen;
- zich kunnen beheersen in conflict- en gevaarlijke situaties;
- 5° binnen een termijn van zes maanden na zijn aanstelling een opleiding gevolgd hebben, georganiseerd door de overkoepelende sportbond en waarvan het programma is goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken, die betrekking heeft op de volgende teksten :
 - De in de voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen;
 - het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming;
 - de vigerende wetgeving in verband met voetbal en massa-manifestaties;
 - de wetgeving inzake brandveiliging;
 - het reglement van inwendige orde.

HOOFDSTUK III. — *Installatie van een lokale adviesraad*

Art. 8. § 1. De lokale adviesraad voor de veiligheid bij voetbalwedstrijden vormt een evaluatieorgaan voor wat betreft de rol en het werk van de verschillende actoren betrokken bij de organisatie van voetbalwedstrijden.

§ 2. De raad is ook een plaats voor reflectie over vragen van actieve en passieve veiligheid.

Onder passieve veiligheid verstaat men het geheel van maatregelen die in hoofdzaak betrekking hebben op installaties en die geen menselijke actie vergen de dag van de gebeurtenis met het oog op het garanderen van het vreedzaam verloop van de gebeurtenis.

Onder actieve veiligheid verstaat men het beheren van middelen op vlak van materieel en personeel om het vreedzaam verloop van de gebeurtenis te garanderen volgens het potentieel risico van de ontmoeting.

§ 3. De lokale adviesraad vervangt niet de algemene of operationele coördinatie- of evaluatievergaderingen die door of op initiatief van de administratieve overheden worden ingericht.

Hij vervangt ook niet de vergaderingen voorafgaand aan het sluiten van overeenkomsten bedoeld in artikel 5 van de wet.

Art. 9. Zijn vertegenwoordigd op de vergaderingen van de lokale adviesraad : de hoofdsteward, de medische hulpdiensten, de brandweerdiensten, de gemeentelijke technische diensten, de verantwoordelijken van de fancoaching-projecten, de politiediensten, evenals elke actor die betrokken is bij het thema dat tijdens de vergadering aan bod komt.

Art. 10. De lokale adviesraad verstrekt ambtshalve adviezen over elke materie die onder zijn bevoegdheid valt of op verzoek van een administratieve overheid over het thema dat deze laatste aanduidt.

Art. 11. De veiligheidsverantwoordelijke roept de lokale adviesraad op geregelde tijdstippen bijeen, en zit de vergaderingen voor.

Art. 12. Le responsable de la sécurité dresse un rapport trimestriel faisant état des travaux du conseil consultatif local ainsi que de la mise en œuvre et de l'évolution de la politique d'exclusion civile des stades de football menée par l'organisateur conformément à l'article 10, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi.

Ce rapport est communiqué à la cellule football instituée au sein de la Direction Générale de la Police Générale du Royaume par l'article 14 du présent arrêté.

Art. 13. Le responsable de la sécurité représente le conseil consultatif local dans les réunions de coordination et d'échange en ce qui concerne la sécurité et l'ordre public dans le domaine du football, prévues par l'article 15, 4^o, du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Instauration d'une cellule football*

Art. 14. Une cellule football est créée au sein de la Direction Générale de la Police Générale du Royaume, Ministère de l'Intérieur.

Art. 15. Cette cellule est chargée des missions suivantes :

1^o coordonner les analyses de phénomène relatives à la sécurité dans le domaine du football;

2^o conseiller le Ministre sur les principes qui doivent présider à la sécurité et au maintien de l'ordre dans le domaine du football;

3^o conseiller le Ministre pour l'élaboration et la mise en application de normes ou de directives relatives à la sécurité dans le domaine du football;

4^o servir de forum de coordination et d'échange en ce qui concerne la sécurité et l'ordre public dans le domaine du football et rassembler régulièrement les divers intervenants;

5^o assister les fonctionnaires visés aux articles 25, alinéa 1^{er}, et 26 de la loi dans l'accomplissement de leurs tâches en leur fournissant l'expertise nécessaire;

6^o émettre un avis sur l'approbation des experts visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 2 juin 1999 contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football;

7^o effectuer les consultations nécessaires et émettre un avis concernant les dérogations visées à l'article 5 de l'arrêté royal du 2 juin 1999 contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football;

8^o représenter le Ministre de l'Intérieur dans les groupes de travail internationaux relatifs à la sécurité dans le domaine du football.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 16. Les responsables de la sécurité désignés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté suivent la formation visée à l'article 7, 5^o, du présent arrêté dans un délai de six mois depuis l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 17. L'article 5*bis* de l'arrêté royal du 17 juillet 1989 contenant les normes relatives à la protection des spectateurs contre l'incendie et la panique lors des manifestations dans les stades, modifié par l'arrêté royal du 14 mai 1990 et par l'arrêté royal du 8 septembre 1997, est abrogé.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

Art. 19. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Art. 12. De veiligheidsverantwoordelijke stelt een driemaandelijks rapport op, waarin een overzicht wordt gegeven van de werkzaamheden van de lokale adviesraad, evenals over de werking en de evolutie van het beleid van burgerrechtelijke uitsluiting uit de stadions, gevoerd door de organisator overeenkomstig artikel 10, eerste lid, 2^o, van de wet.

Dit rapport wordt medegedeeld aan de voetbalcel, opgericht binnen de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie door artikel 14 van dit besluit.

Art. 13. De veiligheidsverantwoordelijke vertegenwoordigt de lokale adviesraad in de vergaderingen voor coördinatie en uitwisseling betreffende de veiligheid en de openbare orde inzake voetbal, zoals voorzien door artikel 15, 4^o, van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Oprichting van een voetbalcel*

Art. 14. In de schoot van de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie, Ministerie van Binnenlandse Zaken, wordt een voetbalcel opgericht.

Art. 15. Deze cel is belast met volgende opdrachten :

1^o het coördineren van de fenomeenanalyses die betrekking hebben op de veiligheid inzake voetbal;

2^o de Minister adviseren inzake de principes die de veiligheid en de ordehandhaving bij voetbal moeten beheersen;

3^o de Minister adviseren voor het opstellen en het tenuitvoerleggen van de normen of de richtlijnen betreffende de veiligheid inzake voetbal;

4^o fungeren als overlegforum voor de coördinatie en de uitwisseling betreffende de veiligheid en de openbare orde inzake voetbal en het geregeld samenbrengen van de diverse actoren;

5^o de ambtenaren bedoeld in de artikelen 25, eerste lid, en 26 van de wet bijstaan in de uitvoering van hun taken door hun de nodige expertise te verlenen;

6^o advies uitbrengen over de goedkeuring van de experten bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2^o, van het koninklijk besluit van 2 juni 1999 houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen;

7^o de nodige raadplegingen uitvoeren en advies uitbrengen betreffende de afwijkingen bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 juni 1999 houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen;

8^o de Minister van Binnenlandse Zaken vertegenwoordigen in de internationale werkgroepen betreffende de veiligheid inzake voetbal.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 16. De veiligheidsverantwoordelijke die werden aangesteld voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit, volgen de opleiding bedoeld in artikel 7, 5^o, van dit besluit, binnen een termijn van zes maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 17. Artikel 5*bis* van het koninklijk besluit van 17 juli 1989 houdende de normen betreffende de bescherming van de toeschouwers tegen brand en paniek bij manifestaties in stadions, gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 mei 1990 en door het koninklijk besluit van 8 september 1997, wordt opgeheven.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1999.

Art. 19. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE